



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
Nouvelle-Aquitaine**

**Arrêté n° 75-2024-0098 du 29 janvier 2024
portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive**

**Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté n° R75-2023-01-30-00019 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Madame Maylis Descazeaux, Directrice régionale des affaires culturelles de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la décision n°R75-2023-09-04-00002 en date du 04 septembre 2023, portant subdélégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Régis Issenmann, conservateur régional de l'archéologie adjoint ;

Vu le dossier enregistré sous le n° PA0332742300004, permis d'aménager, déposé par – Groupe CTI – pour le projet « 2023 - Zone d'activités - Route de Bernin » localisé à MARTILLAC, transmis par Mairie de Martillac, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 26 janvier 2024 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique des périodes médiévale et moderne ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

Considérant que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) est le seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné par le projet d'aménagement susvisé.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « 2023 - Zone d'activité - Route de Bernin », sis en :

RÉGION : NOUVELLE-AQUITAINE

DEPARTEMENT : GIRONDE

COMMUNE : MARTILLAC

Lieudit ou adresse : Route de Bernin

Cadastre : Section : C, Parcelle(s) : 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 614 et 1177

Réalisé par : Groupe CTI

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 168 092 m², est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté (annexe 1).

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par le présent arrêté est attribuée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Article 3 - L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

Article 4 - Objectifs scientifiques

Ce secteur de la commune transparaît sur la carte de Beylleme éditée à la fin du XVIII^e siècle. Le document matérialise explicitement ce territoire d'interface compris entre le bourg de Saint-Médard-d'Eyrans et Martillac. L'emprise projetée des travaux occupe une topographie favorable à l'implantation humaine. Les toponymes « La Grange, Bernin et le Cocut » correspondent à une occupation agricole des lieux, à la fois en fond de vallée et sur le rebord du relief qui surplombe le réseau hydrographique. Ces indices de fréquentations, repris par le cadastre napoléonien, identifient peut-être une occupation plus ancienne des périodes médiévale et moderne. Notons que les terrains d'assiette sont distants d'un peu moins d'un kilomètre du centre historique de Martillac.

A ce jour, les données issues des contextes archéologiques de la commune sont encore insuffisamment renseignées. Toutefois, elles permettent d'appréhender un bruit de fond sur cette rive gauche de la Garonne. Leur mise en perspective avec les découvertes réalisées dans les communes adjacentes (Saint-Médard-d'Eyrans, Léognan, l'Isle Saint-Georges et Villenave d'Ornon) apparaît nécessaire pour comprendre les occupations historiques ainsi que leur relation avec le fleuve en amont de Bordeaux. Le gain d'une fenêtre d'exploration extensive dans ce périmètre constitue donc une opportunité de recueillir des éléments de connaissance.

L'objectif du diagnostic est de reconnaître la présence d'éléments du patrimoine archéologique dans l'emprise considérée et, le cas échéant, d'en caractériser aussi précisément que possible la nature, la chronologie, l'extension spatiale et l'état de conservation. Ces éléments du patrimoine archéologique comprennent les vestiges mobiliers ou immobiliers ayant trait à une activité ou à un habitat humain passés, ainsi que tous les éléments permettant la connaissance du milieu (climat, faune, flore, ressources naturelles) dans lequel se sont déroulées ces occupations humaines.

Article 5 - Principes méthodologiques

Le terrain sera exploré selon le principe d'une série de tranchées d'une largeur de 1,50 m à 2 m, pour une longueur variable selon la nécessité, ouvertes au moyen d'un engin mécanique muni d'un godet de curage (lisse), et disposées autant que faire se peut selon le principe d'un maillage régulier « en quinconce ». L'opérateur archéologique est invité à procéder par passes de 0,10 m afin de déterminer avec précision le(s) niveau(x) d'apparition des structures et leur état de conservation.

L'orientation et le positionnement des sondages pourront être adaptés suivant les contraintes propres au terrain, sa topographique ou afin d'accéder à une meilleure compréhension d'éléments particuliers (orientation des structures, densité des faits...).

En l'absence de vestiges archéologiques, l'atteinte des niveaux naturels est souhaitée, pour le moins dans la majeure partie des sondages. Ceci dans les limites de conditions de sécurité définies par les règlements courants, ainsi qu'en fonction des facteurs naturels susceptibles d'empêcher des observations plus approfondies (remontée d'eau par capillarité par exemple).

On recherchera une ouverture à hauteur de 10 % de l'emprise accessible. Le principe de représentativité que sous-tend cette approche implique une implantation disposée selon une trame régulière dépourvue de zone aveugle. Des fenêtres pourront être élargies pour préciser la densité et la nature des vestiges rencontrés.

Le responsable d'opération est autorisé à utiliser un détecteur de métaux dans le cadre de cette opération. Cette intervention fera l'objet d'un échange régulier avec le SRA pour faire le point sur l'état d'avancement du diagnostic et les découvertes archéologiques.

Le rapport de diagnostic comprendra :

- un plan à l'échelle 1/5000e de localisation du projet et de l'opération archéologique ; un plan d'implantation des sondages réalisés et le positionnement de tous les vestiges repérés ou observations réalisées au 1/100e ou au 1/200e ; enfin, l'ensemble pourra être complété de plans de détail pour les secteurs livrant des vestiges significatifs ;
- un relevé stratigraphique de chaque sondage (simple log stratigraphique pour les sondages négatifs d'un point de vue archéologiques ; coupe détaillée avec positionnement stratigraphique des niveaux archéologiques dans le cas d'un sondage positif) ; les observations stratigraphiques seront raccordées au système altimétrique NGF IGN 1969 ;
- un descriptif détaillé de chaque structure ou ensemble de vestiges reconnu, accompagné d'une documentation graphique adaptée : relevé, dessin, photographie...
- un texte mettant en exergue les éléments les plus significatifs mis au jour en lien avec les problématiques scientifiques des périodes concernées. Le tout sera restitué dans le contexte archéologique local ou régional.

L'ensemble des vestiges mobiliers nécessaires à la caractérisation culturelle ou fonctionnelle des niveaux ou structures sera prélevé. Les principaux niveaux mis au jour, et notamment ceux présumés naturels, seront soumis à une observation sédimentologique. Toutes analyses utiles pour assurer une meilleure connaissance pourront être engagées, après consultation et accord du Conservateur régional de l'archéologie ou de son représentant.

Le rapport final d'opération et les archives de fouille seront remis conformément aux arrêtés du 7 février 2022 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques et du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques.

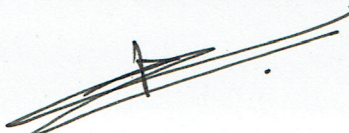
Article 6 - Responsable scientifique

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : archéologue généraliste.

Article 7 - La Directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Mairie de Martillac¹, au Groupe CTI² et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)³.

Fait à Bordeaux, le 29 janvier 2024

Pour le Préfet de région et par délégation,
Pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le Conservateur régional de l'archéologie adjoint



Régis ISSENMANN

Copie :

Préfecture de la Gironde

Mairie de Martillac

Gendarmerie nationale de Léognan

Direction régionale des affaires culturelles : Service régional de l'archéologie et Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Gironde

¹ 14 avenue Charles de Gaulle, 33650 MARTILLAC

² 3 rue François Arago, BP 80194, 33708 MERIGNAC CEDEX

³ 140 Avenue du Maréchal Leclerc, CS 50036, 33323 BÈGLES CEDEX – Tél. : 05 57 59 20 90





**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mairie de Martillac
Courrier arrivé

01 FEV. 2024

**Direction régionale
des affaires culturelles
Nouvelle-Aquitaine**

**Service régional de l'archéologie
Site de Bordeaux**

Affaire suivie par : Benoît Garros
Poste : 05.57.95.02.71/06.84.86.78.00
Courriel : benoit.garros@culture.gouv.fr
Réf. : PA0332742300004-3

Mairie de Martillac
Service urbanisme
14 Avenue Charles de Gaulle
33650 MARTILLAC

Bordeaux, le 30 janvier 2024

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Notification d'une prescription de diagnostic d'archéologie préventive
Références : MARTILLAC (GIRONDE), 2023_Zone d'activités_Route de Bernin - PA0332742300004

P.J. : Livre V du Code du patrimoine
Arrêté n° 75-2024-0098 du 29 janvier 2024 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive

Après examen du dossier d'aménagement visé en référence, j'ai décidé que des mesures d'archéologie préventive seront mises en œuvre préalablement à la réalisation de ce projet. J'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté n° 75-2024-0098 du 29 janvier 2024, portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive.

Je vous rappelle qu'il vous appartient d'assortir l'autorisation que vous serez éventuellement amené à délivrer d'une mention précisant que l'exécution des mesures d'archéologie préventive prescrites est un préalable obligatoire à la réalisation des travaux, conformément à l'article R.523-17 du code du patrimoine.

Par ailleurs, je vous demande de bien vouloir me tenir informé des suites que vous réserverez à ce dossier et de me transmettre une copie de votre décision.

Pour le Préfet de région et par délégation,
Pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le Conservateur régional de l'archéologie adjoint


Régis ISSENMANN